

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs

Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1980

11 avr. — Décret n° 80-78 portant création d'une Direction Générale du Développement rural et réorganisation des Services relevant du Ministère du développement Rural.	324
11 avr. — Décret n° 80-79 portant nomination du directeur général du développement rural.	328
11 avr. — Décret n° 80-80 ordonnant la publication de l'accord de coopération dans les domaines de l'enseignement de la science et de la culture entre le gouvernement de la République Togolaise et le gouvernement de la République Socialiste de Roumanie signé à Bucarest le 15 novembre 1978.	328
11 avr. — Décret n° 80-81 fixant la rémunération d'un ancien ministre.	329
11 avr. — Décret n° 80-82 fixant la rémunération d'un ancien ministre.	330
14 avr. — Décret n° 80-83 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1978.	330
14 avr. — Décret n° 80-84 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Tabligbo, exercice 1979.	330
14 avr. — Décret n° 80-85 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Kloto, exercice 1978.	330

14 avr. — Décret n° 80-86 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Kloto, exercice 1979.	330
14 avr. — Décret n° 80-87 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1978 de la commune de Kpalimé.	330
14 avr. — Décret n° 80-88 portant approbation du budget additionnel de la commune de Kpalimé, exercice 1979.	331
14 avr. — Décret n° 80-89 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Amlamé, exercice 1978.	331
14 avr. — Décret n° 80-90 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Amlamé, exercice 1979.	331
14 avr. — Décret n° 80-91 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Badou, exercice 1978.	331
14 avr. — Décret n° 80-92 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Badou, exercice 1979.	331
14 avr. — Décret n° 80-93 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1978.	331
14 avr. — Décret n° 80-94 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Sotouboua, exercice 1979.	332
14 avr. — Décret n° 80-95 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Tchamba, exercice 1978.	332
14 avr. — Décret n° 80-96 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Tchamba, exercice 1979.	332
14 avr. — Décret n° 80-97 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Bassar, exercice 1978.	332
14 avr. — Décret n° 80-98 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Bassar, exercice 1979.	332
14 avr. — Décret n° 80-99 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Bafilo, exercice 1978.	332
14 avr. — Décret n° 80-100 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Bafilo, exercice 1979.	333
14 avr. — Décret n° 80-101 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1978.	333

D. G. D. R

14 avr. — Décret n° 80-102 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1979.	333
14 avr. — Décret n° 80-103 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1978.	333
14 avr. — Décret n° 80-104 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Niamtougou, exercice 1979.	333
14 avr. — Décret n° 80-105 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Kantè, exercice 1978.	333
14 avr. — Décret n° 80-106 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Kantè, exercice 1979.	334
14 avr. — Décret n° 80-107 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Dapaong, exercice 1978.	334
14 avr. — Décret n° 80-108 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Dapaong, exercice 1979.	334

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1980

5 mai — Décision n° 676-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Anani Mékalawu.	334
5 mai — Décision n° 677-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Tékoé T. Tété.	334
5 mai — Décision n° 678-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Mlle Edoth Kayikpoe.	335
5 mai — Décision n° 680-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Ekpao Méyaba.	335
5 mai — Décision n° 692-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Koffi Kadanga Walla.	335
6 mai — Décision n° 695-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation de l'unité africaine syndicale (OUSA).	335
Décisions portant nominations.	335

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1980

5 mai — Arrêté n° 716-MTFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique.	335
Arrêtés et décisions portant intégration, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisations, révolutions, maintien en position de détachement, rétrogradation, rappels à l'activité, constatation d'absences irrégulières, reprise de fonctions, abaissement d'échelon, arrêtés rapportés portant nomination, suspension de fonctions, rectificatifs à de précédents arrêtés portant promotions, nominations, titularisations, détachement, intégration et admission à la retraite.	335

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1980

30 avr. — Arrêté n° 145-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Hétchély Tévi.	348
2 mai — Arrêté n° 146-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Assou Labi Glédon.	348
2 mai — Arrêté n° 147-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amoussou Padonou.	349
2 mai — Arrêté n° 148-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchala Téko.	349
2 mai — Arrêté n° 149-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kaglan Kodjo (Adolphe).	349
6 mai — Arrêté n° 150-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Alpha Ali Mindé.	350

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers	350
Avis nécrologiques.	350

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 80-78 du 11 avril 1980 portant création d'une Direction Générale du Développement Rural et réorganisation des Services relevant du ministère du Développement Rural

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre du développement rural ;
Vu l'article 15 de la constitution ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

TITRE I

CREATION DE LA DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Article premier. — Il est créé, au sein du ministère du Développement Rural, une Direction Générale du Développement Rural dont le siège est à Lomé.

Article 2. — La Direction Générale du Développement Rural définie à l'article 1^{er} ci-dessus connaît de l'ensemble de la politique nationale du Développement Rural.

a/ — Elle est l'organe central chargé :

- de la coordination des réalisations, du suivi et du contrôle de toutes les actions intéressant le secteur rural;
- de la promotion et de l'amélioration de toutes productions agricoles, animales et forestières ;
- de la promotion et de l'animation coopératives;
- de la formation agricole de la jeunesse;
- de la gestion et de la planification du personnel;
- de l'information et de la documentation;
- de l'initiation et de la réalisation des unités de productions agricoles;
- de l'information et de l'éducation des masses rurales dans l'optique de la politique agricole du Gouvernement;
- de la coordination, de l'harmonisation et du suivi des programmes de toutes les actions en milieu rural tels qu'ils ressortent normalement de la compétence du Département;

— de sensibiliser la population à partir des résultats de recherche de la Direction de la Nutrition aux problèmes de l'alimentation rationnelle;

— de programmer, participer en partie aux divers projets de développement communautaire ;

— d'assister, suivre et apprécier les activités des organismes non gouvernementaux intervenant en milieu rural.

b/ Elle participe à :

— la définition de la politique du Développement Rural;

— l'initiation et à l'élaboration de tous les programmes propres à promouvoir et à assumer le bon fonctionnement de tous les services et organismes dépendants du Ministère du Développement Rural ;

— l'orientation des projets qui se déploient en milieu rural, financés sur fonds nationaux, étrangers ou conjointement par l'un et l'autre de ces fonds.

Article 3. — Pour réaliser sa mission la Direction Générale du Développement Rural est organisée comme suit :

AU NIVEAU CENTRAL :

— Une Direction de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative ;

— Une Direction de la Recherche Agronomique ;

— Une Direction des Productions Animales ;

— Une Direction des Produits Forestiers ;

— Une Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles ;

— Une Direction de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire ;

— Une Direction de l'Enseignement et Formation Agricoles ;

— Une Direction du Contrôle Administratif et Financier ;

et toutes autres Directions à créer selon nécessités.

AU NIVEAU REGIONAL :

— Une Direction Régionale du Développement Rural au niveau de chaque Région Economique.

Art. 4. — Dépendent également du contrôle technique de la Direction Générale du Développement Rural, les organismes para-administratifs et les sociétés d'économie mixte déjà existants ou à créer :

— La Société Nationale pour le Développement de la Palmeraie et des Huileries (SONAPH) ;

— L'Office National de Développement et d'Exploitation des Ressources Forestières (ODEF) ;

— La Société Nationale pour la Rénovation et le Développement de la Cacaoyère et de la Cafetière (SRCC)

— La Société Nationale pour le Développement de la Culture Fruitière (TOGOFRUIT) ;

— La Société Togolaise du Coton (SOTOCO) ;

— La Casse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) ;

— La Ferme Avicole de Baguida (F.A.B.) ;

— L'Office Nationale des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) ;

— L'Institut des Plantes à Tubercules (INPT) ;

— La société agricole Togolaise arabe libyenne (SATAL)

Art. 5. — Le Directeur Général du Développement Rural est nommé par Décret sur proposition du ministre du Développement Rural.

Art. 6. — Les attributions du Directeur Général du Développement Rural sont celles définies à l'article 2.

En outre il est chargé de :

— rendre périodiquement compte au ministre de l'état financier, matériel et moral du fonctionnement des Directions, Organismes et Services cités aux articles 3 et 4 ;

— présider aux examens et concours agricoles ;

— organiser les divers séminaires agricoles ;

— rédiger la synthèse annuelle des rapports de ses services ;

Il participe à tous les Conseils d'Administration des Sociétés et Organismes Agricoles.

TITRE II

DE L'ORGANISATION DES DIRECTIONS DEPENDANT DE LA DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT RURAL

A. — Direction de l'Animation rurale et de l'Action Coopérative

Art. 7 — La Direction de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative a la charge de l'encadrement général des paysans et connaît de l'ensemble des problèmes qui les concernent.

Elle intègre les anciens services et directions suivants :

— Service des Engrais et Moyens de Production

— Service de la Jeunesse Pionnière Agricole

— Direction de la Coopération, Mutualité et Crédit

— Direction de l'Animation Rurale et de la Participation Populaire au Développement.

Elle conçoit, élabore, teste et exécute à travers ses propres structures des programmes d'action tendant à l'organisation du paysannat en groupements de productions, de commercialisation et de distribution ;

— elle assure aux groupements de petite et moyenne taille, l'assistance technique, administrative et juridique nécessaire à leur épanouissement.

Art. 8 — Pour réaliser sa mission, la Direction de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative est organisée en :

— Division de l'Animation Rurale

— Division de la Coopération et Mutualité

— Division de la Formation de la Jeunesse Rurale

— Service des Engrais et Moyens de Production

— Service des Espaces Verts.

B. — LA DIRECTION DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Art. 9. — La Direction de la Recherche Agronomique a pour attributions :

- de contribuer à la définition de la politique de la recherche du Gouvernement dans le domaine du développement rural ;
- d'élaborer et d'exécuter des programmes précis ;
- d'assurer la gestion de tous les centres de recherche ;
- d'assurer la formation et le perfectionnement des chercheurs qui doivent se spécialiser ;
- d'assurer la collecte, le traitement, la circulation et la publication des informations en matière de recherche agronomique ;
- d'assurer la coopération avec les organismes de recherches à l'étranger.
- de superviser les programmes de recherche des organismes de recherche étrangers établis sur le territoire.

Art. 10. — Pour réaliser sa mission, la Direction de la Recherche Agronomique est organisée en :

- 1° — Division de l'Amélioration Végétale
- 2° — Division des Recherches Zootechniques, Vétérinaires et Hydrobiologiques
- 3° — Division de la Recherche Forestière et de l'Environnement.

C. — LA DIRECTION DES PRODUCTIONS ANIMALES

Art. 11. — La Direction des Productions Animales connaît de l'ensemble des questions relatives à la promotion, la transformation et la commercialisation des productions tant halieutiques qu'animales.

Art. 12. — Pour réaliser ses objectifs, la Direction des Productions Animales est organisée en quatre Divisions Centrales comprenant :

- La Division du Bétail
- La Division des Productions Aviaires
- La Division des Productions Halieutiques
- et la Division des Elevages Spéciaux.

D. — LA DIRECTION DES PRODUCTIONS FORESTIERES

Art. 13. — La Direction des Productions Forestières est chargée :

- d'assister l'initiative privée et les collectivités secondaires dans la réalisation de la politique de reboisement définie par l'Etat et ses organes politico-administratifs.
- de participer à l'organisation et à la promotion des productions forestières artisanales en relation avec l'Office National du Développement des Ressources Forestières (l'O.D.E.F.) et tous autres établissements publics à vocation similaire.

Art. 14. — Pour réaliser sa mission, la Direction des Productions Forestières est organisée en deux Divisions Centrales qui sont :

- La Division des Etudes
- La Division de l'Exécution des Programmes.

E. — LA DIRECTION DES ENQUETES ET STATISTIQUES AGRICOLES

Art. 15. — La Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles est chargée d'organiser et de réaliser les travaux de définitions des normes de production et d'évaluation des résultats des Actions qui relèvent du ministère du Développement Rural ;

Elle conçoit les programmes d'Enquêtes et réalise l'évaluation des résultats des Actions et des Productions Agricoles.

Art. 16. — La Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles comprend trois Divisions Centrales :

- La Division de l'Evaluation Permanente ;
- La Division des Enquêtes Spécifiques ;
- La Division de la Méthodologie.

F. — LA DIRECTION DE LA NUTRITION ET DE LA TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE

Art. 17. — La Direction de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire est chargée de la conception et de l'exécution des programmes d'alimentation et de nutrition destinés à :

- promouvoir l'accroissement des disponibilités alimentaires par l'application des techniques modernes ;
- relever l'état nutritionnel des populations par une éducation appropriée afin d'améliorer leur condition de vie ;
- inspecter et contrôler les denrées destinées à l'alimentation humaine et animale.

Art. 18. — Pour faire face à ses attributions, la Direction de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire comporte :

a/ — Une Division de la Technologie Alimentaire chargée de :

- l'étude des procédés locaux de conservation, de traitement, de transformation, de conditionnement, de préparation et des moyens à mettre en œuvre pour leur amélioration.
- de la formation et du perfectionnement des techniciens de l'alimentation ;
- de la collecte et de la publication des renseignements sur la valeur nutritionnelle des aliments ;
- de la mise à la disposition des organisations et industries intéressées des avis techniques sur les méthodes de stockage, de conservation, du transport et de la distribution.

b/ — Une Division de la Nutrition Appliquée et d'économie alimentaire chargée de :

- l'étude de la situation alimentaire ;
- la définition de la politique nationale alimentaire ;
- la centralisation des informations concernant les actions touchant l'alimentation ;
- la sensibilisation et l'animation des populations aux problèmes d'alimentation rationnelle et équilibrée.

c/ — Une Division de la Normalisation de la Législation et du contrôle des denrées alimentaires chargée de :

— l'établissement des normes de qualité d'identité et de la pureté des aliments destinés à la consommation humaine et animale ;

— l'élaboration et de l'application de la législation en matière de Nutrition ;

d/ — Une Division de Laboratoire chargée de :

— la recherche nutritionnelle ;

— l'établissement des tables de compositions ;

— des recherches cliniques.

G. — LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION AGRICOLES

Art. 19. — La Direction de l'Enseignement et de la Formation Agricoles est chargée de tous les problèmes de formation dans le domaine du Développement Rural.

A ce titre :

— elle participe à la définition de la politique de formation ;

— elle assure la formation ponctuelle et permanente des cadres, le perfectionnement et le recyclage du personnel ;

— elle organise les examens et concours professionnels pour la promotion des cadres et agents et le recrutement des élèves des centres de formation.

— elle assure la planification de l'emploi en matière de formation du Développement Rural ;

— elle participe à la formation et à l'orientation des futurs cadres supérieurs en fonction des objectifs des plans de Développement ;

— elle participe aux conseils d'administration des Ecoles Inter-Etats de formation ;

— elle assure le contrôle de programmes techniques des centres et instituts de formation rurales existants ou à créer ;

— elle coordonne et contrôle l'ensemble des activités de jeunesse rurale ;

— elle participe à l'organisation et au contrôle des actions des Maisons Familiales et autres organisations similaires installées au Togo.

Art. 20. — Pour faire face à ses attributions la Direction de l'Enseignement et de la Formation Agricoles dispose des centres et divisions suivantes :

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE — responsable de la Formation théorique et pratique du personnel.

DIVISION DE LA PEDAGOGIE RURALE ET DE LA FORMATION PERMANENTE

DIVISION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION PERMANENTE :

responsable de l'étude permanente et de l'actualisation des programmes de formation, du recyclage des techniciens en activité et de la planification de l'emploi

DIVISION DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION RURALES — responsable de la diffusion de l'information auprès des cadres et des agriculteurs, de la production des articles pour la radio, la presse et la télévision, de la réalisation d'affiches et panneaux de sensibilisation et de la documentation technique.

H. — LA DIRECTION DU CONTROLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER :

Art. 21. — Le Contrôle Administratif et Financier est chargé d'exercer, pour le compte du ministre du Développement Rural et sous son autorité directe, le contrôle sur les activités et la gestion des Services du Ministère du Développement Rural.

A ce titre :

— elle effectue les contrôles destinés à sauvegarder les intérêts de l'Etat et les droits des particuliers ;

— elle assure les contrôles et enquêtes spécifiques en matière de gestion administrative, financière et comptable ;

— elle organise la formation et le recyclage sur le plan administratif, financier et comptable.

TITRE III

DE L'ORGANISATION DES DIRECTIONS REGIONALES DU DEVELOPPEMENT RURAL

Art. 22. — Chaque Direction Régionale du Développement Rural, assure dans les limites territoriales de sa compétence, la coordination, le suivi et le contrôle des actions aussi bien d'encadrement que d'unités de production menées par les différentes Directions Techniques Régionales relevant du Ministère du Développement Rural.

Les détails de l'organisation de la Direction Régionale du Développement Rural seront précisés ultérieurement par arrêté ministériel.

TITRE IV

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVE

Art. 23. — Les Directeurs Nationaux et Régionaux sont nommés par Arrêté du Ministre du Développement Rural.

Art. 24. — Sont abrogés tous les décrets et arrêtés pris antérieurement en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent Décret.

Art. 25. — Le Ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent Décret.

Art. 26. — Le présent Décret sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République Togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1980

Gl. d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-79 du 11 avril 1980 portant nomination du directeur général du développement rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du développement rural ;
Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret n° 80-78 du 11/4/80 portant création de la direction générale du développement rural et réorganisation des services relevant du ministère du développement rural ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — M. Arouna Sema, Ingénieur Agronome principal 3^e échelon est nommé Directeur Général du Développement Rural.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1980

Gal. d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 80-80 du 11 avril 1980 ordonnant la publication de l'Accord de Coopération dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la culture entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie signé à Bucarest le 15 novembre 1978.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance n° 80-8 du 7 janvier 1980 autorisant l'approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la culture entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, signé à Bucarest le 15 novembre 1978,

D E C R E T E :

Article premier. — L'accord de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la culture entre le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, signé à Bucarest le 15 novembre 1978 et dont la dernière notification d'approbation a été faite le 8 février 1980, sera publié au **Journal officiel** de la République Togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la Coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1980

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

TEXTE DE L'ACCORD

Accord de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la culture

ENTRE

Le gouvernement de la République Togolaise et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie

Le Gouvernement de la République Togolaise et le Gouvernement de la République Socialiste de Rouma-

nie, Animés du désir de promouvoir et de développer des relations d'amitié et de coopération entre les peuples des deux pays ;

Désireux d'élargir la connaissance mutuelle des résultats obtenus par les deux peuples en ce qui concerne le développement de l'enseignement, de la science, de la culture, de l'art, de la protection de la santé, des moyens d'information, du sport et du tourisme ;

Ont décidé de conclure le présent Accord sur la base des principes du respect de la souveraineté et de l'indépendance nationales, de l'égalité et de la non ingérence dans les affaires intérieures.

ARTICLE I

Les deux Parties appuieront le développement des relations dans les domaines de l'enseignement par :

- a) La promotion de la collaboration entre leurs institutions d'enseignement,
- b) des visites réciproques des enseignants de tous les degrés d'enseignement, en vue de se documenter et de faire des conférences,
- c) l'octroi de bourses d'études, de stages et de spécialisation ;
- d) l'échange d'ouvrages scientifiques et techniques,
- e) l'échange de publications de spécialité, de matériaux documentaires, audio-visuels et d'information dans le domaine de l'enseignement,
- f) l'étude des conditions requises en vue de reconnaître l'équivalence des grades et des diplômes d'enseignement accordés par les institutions d'enseignement de tous les degrés des deux pays afin de conclure des protocoles spéciaux dans ce domaine.

ARTICLE II.

Les deux Parties favoriseront les échanges d'information relatives à l'organisation et aux orientations de l'activité de recherche scientifique et de développement technologique dans leurs pays ainsi que les contacts directs entre les organismes et les spécialistes appartenant à ces domaines.

ARTICLE III.

Les deux Parties faciliteront la coopération dans le domaine de la littérature, de la musique, des arts plastiques, de la cinématographie et du théâtre par :

- a) des visites réciproques des personnalités du monde des arts et de la culture,
- b) l'échange de formations artistiques en vue de donner des concerts et des spectacles,
- c) l'organisation mutuelle d'expositions dans le domaine de la science et de la culture,
- d) la traduction et la publication de certains ouvrages littéraires, scientifiques et culturels de l'autre pays,
- e) le développement des relations entre des musées, maisons d'éditions, revues bibliothèques et autres institutions culturelles par des échanges de livres, publications, matériaux documentaires et d'information,

f) la promotion des relations entre les maisons d'édition spécialisées en vue d'une représentation exacte des deux pays dans les ouvrages encyclopédiques et d'autres ouvrages de référence,

g) l'inclusion dans les répertoires des établissements d'art, de certains ouvrages dramatiques et musicaux représentatifs appartenant à des auteurs de l'autre pays,

h) la promotion de la collaboration entre les unions et les associations culturelles des deux pays.

ARTICLE IV.

Les deux Parties favoriseront la coopération dans le domaine de la protection de la santé par :

a) l'appui de collaboration entre les établissements sanitaires des deux pays,

b) la participation à des réunions scientifiques sur les thèmes médicaux organisées dans les deux pays,

c) l'échange d'information, de publication et de documents de spécialité,

d) l'échange de données scientifiques publiées et concernant la situation épidémiologique et l'état de santé des deux pays,

e) l'octroi mutuel d'assistance médicale gratuite en cas de maladies transmissibles et d'urgence médico-chirurgicale.

ARTICLE V.

Les deux Parties faciliteront la coopération directe entre les agences de presse, les associations de journalistes, les organes de radiodiffusion et la télévision des deux pays, ainsi que l'échange de visites de journalistes et reporters.

ARTICLE VI.

Les deux Parties stimuleront la coopération dans le domaine de la jeunesse, de sport et du tourisme entre les deux pays par :

a) la promotion des échanges de jeunes des deux pays,

b) la promotion de la coopération directe entre les organisations de jeunesse des deux pays ;

c) l'échange de formations sportives entre les deux pays ;

d) l'échange d'expériences dans le domaine de l'industrie touristique au moyen de visites des personnalités du monde du tourisme des deux pays ;

e) la diffusion de documents publicitaires et touristiques intéressant les deux pays ;

ARTICLE VII.

Les deux Parties s'accorderont mutuellement, sur demande, assistance dans les domaines faisant l'objet du présent Accord par l'envoi de spécialistes pour des périodes limitées dans l'autre pays.

L'envoi de spécialistes se fera sur la base de protocoles d'Accords définissant les conditions concrètes de l'activité des spécialistes dans les deux pays.

ARTICLE VIII.

Les deux Parties stimuleront la participation réciproque des délégués aux congrès, conférences, festivals ou d'autres manifestations à participation internationale organisés dans l'autre pays, dans les domaines qui font l'objet du présent Accord.

ARTICLE IX.

Les deux Parties s'assureront mutuellement des conditions normales de diffusion par l'intermédiaire de divers moyens d'expression, des réalisations dans les domaines de la culture, de la science et de l'art sur la base des dispositions du présent Accord et en conformité avec les lois et règlements en vigueur sur leur territoire.

ARTICLE X.

Pour l'application du présent Accord, les deux Parties pourront conclure des programmes périodiques qui contiendront les actions et les échanges qui seront réalisés ainsi que les conditions organisationnelles et financières de leur mise en œuvre.

ARTICLE XI.

Le Présent Accord sera soumis à l'approbation des organes compétents conformément aux dispositions prévues par la législation de chaque Etat et entrera en vigueur à la date de la dernière notification de l'approbation.

L'accord sera valable pour dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur et sera renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de cinq années sous réserve de la dénonciation par l'une des Parties, six mois, au moins avant l'expiration de la période de validité.

Signé à Bucarest le 15 Novembre 1978 en deux exemplaires, chacun en langue roumaine et en langue française, tous les deux textes faisant également foi.

Pour le gouvernement de la République Togolaise
Pour le gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

DECRET N° 80-81 du 11 avril 1980 fixant la rémunération d'un ancien ministre

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution de la République togolaise ;
Vu le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 ;
Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 ;
Vu l'ordonnance n° 3 du 20 janvier 1967 ;
Vu le décret n° 79-88 du 19 mars 1979,

D E C R E T E :

Article premier. — La rémunération de M. Ayité Gachin Mivedor, membre du bureau politique et directeur permanent du rassemblement du peuple togolais (R.P.T.) ancien ministre, est alignée pour compter du 19 mars 1979 sur celle des membres du gouvernement (ministres).

Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 11 avril 1980

Gl. d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 80-82 du 11 avril 1980 fixant la rémunération d'un ancien ministre

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution de la République togolaise ;
Vu le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 ;
Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 ;
Vu l'ordonnance n° 3 du 20 janvier 1967 ;

D E C R E T E :

Article premier. — La rémunération de M. Yaya Maïou, membre du bureau politique du rassemblement du peuple togolais (R.P.T.) et ancien ministre est alignée pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur celle des membres du gouvernement (ministres).

Art. 2. — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République Togolaise.

Lomé, le 11 avril 1980

Gl. d'Armée G. Eyadéma

Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Décret n° 80-83 du 14-4-80 — Le compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Quarante cinq millions cent soixante quatre mille cinq cent soixante treize francs (45.164.573 francs).

En dépenses à la somme de : Vingt neuf millions trois cent soixante un mille neuf cent quatre-vingt dix francs (29.361.990 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : Quinze millions huit cent deux mille cinq cent quatre-vingt trois francs (15.802.583 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédits constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT.

Chapitre VII. Services Sociaux (Personnel)

article 1 — Enseignement et sports 41.296

OUVERTURE DE CREDIT

Chapitre II — Service d'Administration Régionale (Personnel)

Art. 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes 41.296

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : Quatre millions neuf cent trente quatre mille cent quarante sept francs (4.934.147 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-84 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Tabligbo, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Quinze millions huit cent deux mille cinq cent quatre-vingt trois francs (15.802.583 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret — n° 80-85 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Kloto exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Quarante trois millions six cent soixante deux mille deux cent deux francs (43.662.202 francs).

En dépenses à la somme de : Trente millions deux cent quatre vingt dix huit mille cinq cent quarante un francs (30.298.541 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : Treize millions trois cent soixante trois mille six cent soixante un francs (13.363.661 francs) qui sera reporté en recette au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : Cinq millions huit cent quarante cinq mille cinquante trois francs (5.845.053 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-86 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Kloto, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Treize millions trois cent soixante trois mille six cent soixante un francs (13.363.661 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-87 du 14/4/80 — Le compte administratif de la Commune de Kpalimé, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Vingt millions huit cent vingt et un mille cinq cent quatre-vingt cinq francs (20.821.585 francs).

En dépenses à la somme de : Dix sept millions deux cent trente six mille deux cent dix sept francs (17.236.217 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : Trois millions cinq cent quatre-vingt cinq mille trois cent soixante huit francs (3.585.368 francs) qui sera repris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à neuf millions sept cent vingt quatre mille six cent soixante onze francs (9.724.671 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-88 du 14-4-80. — Le budget additionnel de la commune de Kpalimé, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Onze millions sept cent quatre vingt et un mille cent quatre vingt six francs (11.781.186 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-89 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription d'Amlamé, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Vingt deux millions neuf cent soixante trois mille sept cent quatre-vingt neuf francs (22.963.789 francs).

En dépenses à la somme de : Vingt deux millions deux cent vingt quatre mille neuf cent vingt deux francs (22.224.922 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : sept cent trente huit mille huit cent soixante sept francs (738.867 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédits constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDITS

Chapitre VII — Services sociaux (personnel)

Article 3 — Dispensaires 487.014

OUVERTURE DE CREDITS

Section I — Reports

Chapitre II —

Article 1 — Reste à payer d'après les mandatements 487.014

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : trois millions six cent quatre-vingt mille sept cent treize francs (3.680.713 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-90 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription d'Amlamé, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : huit cent huit mille deux cent trente quatre francs (808.234 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-91 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Badou, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente trois millions deux cent soixante quinze mille trois cent quarante deux francs (33.275.342 francs).

En dépenses à la somme de : vingt trois millions trois cent soixante huit mille huit cent quatre-vingt neuf francs (23.368.889 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : neuf millions neuf cent six mille quatre cent cinquante trois francs (9.906.453 francs).

Sont approuvés, l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédits constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDIT :

Chapitre IV. — Service des travaux régionaux (personnel)

Article 2 — Traitement (principal et accessoire) du personnel non titulaire 1.250

OUVERTURE DE CREDIT :

Chapitre IV. — Service des travaux régionaux (personnel)

Article 3 — Indemnités et gratification diverses 1.250

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : huit millions quarante neuf mille cinq cent vingt cinq francs (8.049.525 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-92 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Badou, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : neuf millions neuf cent six mille quatre cent cinquante trois francs (9.906.453 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-93 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt neuf millions huit cent trente quatre mille deux cent quatre vingt quatorze francs (29.834.294 francs).

En dépenses à la somme de : dix neuf millions quatre cent cinquante quatre mille deux cent soixante neuf francs (19.454.269 francs) laissant apparaître un excédant de recettes de : dix millions trois cent quatre vingt mille vingt cinq francs (10.380.025 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : sept cent cinquante mille trois cent soixante cinq francs (750.365 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-94 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Sotouboua, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix millions trois cent quatre-vingt mille vingt cinq francs (10.380.025 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-95 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Tchamba, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : dix huit millions six cent vingt cinq mille neuf cent quatre-vingt trois francs (18.625.983 francs).

En dépenses à la somme de : quinze millions huit cent quarante neuf mille huit cent neuf francs (15.849.809 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : deux millions sept cent soixante seize mille cent soixante quatorze francs (2.776.174 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées, les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 665.385

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel)

Article 2 — Traitement (principal et accessoire) du personnel non titulaire 619.617

Chapitre VII — Service sociaux (personnel)

Article 3 — Dispensaires 239.854

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive 35.190

Total 1.560.046

OUVERTURES DE CREDITS

Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel)

Article 4 — Moyens de transport 1.516.246

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 4 — entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux 8.610

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 35.190

Total 1.560.046

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : huit cent cinquante neuf mille six cent cinquante et un francs (859.651 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-96 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Tchamba exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions sept cent soixante-seize mille cent soixante quatorze francs (2.776.174 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-97 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Bassar exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente millions sept cent quatre-vingt dix huit mille neuf cent soixante neuf francs (30.798.969 francs).

En dépenses à la somme de : dix sept millions deux cent cinquante neuf mille neuf cent deux francs (17.259.902 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : treize millions cinq cent trente neuf mille soixante sept francs (13.539.067 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : quatre millions huit cent soixante neuf mille quatre cent quatre-vingt dix huit francs (4.869.498 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-98 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Bassar exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : treize millions cinq cent trente neuf mille soixante sept francs (13.539.067 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-99 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Bafilo, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : onze millions huit cent soixante cinq mille sept cent quatre-vingt francs (11.865.780 francs).

En dépense à la somme de : Neuf millions cinq cent trente deux mille cinq cent soixante quatorze francs (9.532.574 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : deux millions trois cent trente trois mille deux cent six francs (2.333.206 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : sept cent soixante quinze mille sept cent cinquante francs (775.750 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-100 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Bafilo, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions trois cent quarante mille huit cent trente six francs (2.340.836 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-101 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : soixante douze millions deux cent cinq mille deux cent quarante sept francs (72.205.247 francs).

En dépenses à la somme de : trente neuf millions deux cent soixante dix neuf mille huit cent soixante treize francs (39.279.873 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : trente deux millions neuf cent vingt cinq mille trois cent soixante quatorze francs (32.925.374 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : dix millions cinq cent quatre vingt neuf mille huit cent seize francs (10.589.816 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-102 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trente deux millions neuf cent vingt cinq mille trois cent soixante quatorze francs (32.925.374 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-103 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Vingt millions quarante trois mille six cent quatre-vingt dix francs (20.043.690 francs).

En dépenses à la somme de : treize millions cinq cent cinq mille sept cent quatre-vingt dix sept francs (13.505.797 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : six millions cinq cent trente sept mille huit cent quatre-vingt treize francs (6.537.893 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées les annulations et les ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 1 — Traitement (principal et accessoire) du personnel de bureau titulaire 150.700

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes 236.928

Total 387.628

OUVERTURES DE CREDITS

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien.

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux 219.398

Article 7 — Achat et entretien outillages ateliers 168.230

Total 387.628

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : deux millions neuf cent un mille quatre cents francs (2.901.080 francs) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-104 du 14/4/80 — Le budget additionnel exercice 1979 de la circonscription de Niamtougou est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : six millions cinq cent trente sept mille huit cent quatre-vingt treize francs (6.537.893 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-105 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Kanté, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt millions dix mille sept cent trente trois francs (20.010.733 francs).

En dépenses à la somme de : neuf millions trois cent dix mille neuf cent treize francs (9.310.913 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : dix millions

six cent quatre vingt dix neuf mille huit cent vingt francs (10.699.820 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées l'annulation et les ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATION DE CREDITS :

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel)	
Article 1 — Traitement (principal et accessoire) du personnel titulaire	401.733

OUVERTURES DE CREDITS :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux	122.944
Chapitre VIII — Services sociaux (matériel)	
Article 6 — Cinéma et animation	278.789
	401.733

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : sept millions huit cent cinquante trois mille vingt francs (7.853.020 francs) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-106 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Kantè exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : dix millions six cent quatre vingt dix neuf mille huit cent vingt francs (10.699.820 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-107 du 14/4/80 — Le compte administratif de la circonscription de Dapaong, exercice 1978 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de soixante quatre millions huit mille cinq cent quatre vingt dix sept francs (64.008.597 francs).

En dépenses à la somme de : vingt huit millions trois cent quarante sept mille quarante cinq francs (28.347.045 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : trente cinq millions six cent soixante un mille cinq cent cinquante deux francs (35.661.552 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1979.

Sont approuvées les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien.	
Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments à la charge de la circonscription	179.724
Chapitre VII — Services sociaux (personnel)	
Article 3 — Dispensaires	2.954
	182.678

OUVERTURES DE CREDITS

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 1 — Entretien des routes et ponts ..	128.234
Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés etc.	51.490
Chapitre VII — Services sociaux (personnel)	
Article 5 — Education de masse	2.954
	182.678

Sont annulés, les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1978 s'élevant au total à : vingt quatre millions quatre cent trente neuf mille cent seize francs (24.439.116 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 80-108 du 14/4/80 — Le budget additionnel de la circonscription de Dapaong, exercice 1979 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trente cinq millions six cent soixante un mille cinq cent cinquante deux francs (35.661.552 francs).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 676-MFE-FCS du 5/5/80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Anani Mékalawu, juge au tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs CFA, au titre d'indemnité de première mise de costume d'audience, conformément au décret n° 62-142 du 29 septembre 1962.

La dépense est imputable sur le chapitre 17, article 4 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 677-MFE-FCS du 5/5/80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Tekoe T. Tété, juge au tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs CFA, au titre

Arrêté n° 624/MTFP du 18-4-80 — M. Kakatsi Kodjo Obaboé (n° mle 007453 P), agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon (catégorie C - indice 650) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme de contrôleur des télécommunications, spécialité exploitation, à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école multinationale des télécommunications de Rufisque (République du Sénégal), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur des postes et télécommunications de 2e classe 1er échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 3 août 1979 et reste mis à la disposition de la Présidence de la République (Postes et télécommunications), chapitre 6, article 9 du budget général.

Arrêté n° 625/MTFP du 18-4-80 — M. Bouklinam Pagoundi n° mle 105.130 - L, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) à compter du 1er août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 659/MTFP du 23-4-80 — M. Abalo Sédégnan N'Lédji (n° mle 000020 W), ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 4e échelon (catégorie B - indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du certificat d'agriculture tropicale du centre national d'études d'agronomie tropicale de Nogent-Sur-Marne (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 - indice 1200) à compter du 21 août 1979 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 5 du budget général).

Arrêté n° 660/MTFP du 23-4-80 — Est rapportée, en ce qui concerne M. Edoth Ananou, la décision n° 2478/MTFP du 16 octobre 1978 constatant passage automatique d'échelons.

M. Edoth Ananou Ezi (n° mle 005643 D), Professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 - indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin de stage de préparation aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement du premier degré, à la fin d'un stage professionnel à l'école normale supérieure de Saint-Cloud (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de Professeur de 3e classe 1er échelon (catégorie A1 - indice 1300) à compter du 1er juillet 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'édu-

cation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 18 septembre 1976 date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Edoth Ananou Ezi, Professeur de 3e classe 1er échelon, est élevé au 2e échelon de son grade (catégorie A1 - indice 1450) à compter du 18 septembre 1978.

Arrêté n° 661/MTFP du 23-4-80 — M. Napo Nagbandjoa (n° mle 018116 W), instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au lycée de Sotouboua, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré session de juillet 1979, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 6 du budget général - exercice 1980).

Le présent arrêté a effet à compter du 1er août 1979.

Arrêté n° 682/MTFP du 29-4-80 — M. Bawa Ezzo (n° mle 003805 P), contrôleur principal 2e échelon (catégorie B - indice 1550) du cadre des fonctionnaires des douanes, titulaire du diplôme d'études supérieures de l'école nationale des douanes de Neuilly (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur de 1re classe 2e échelon (catégorie A2 - indice 1600) à compter du 12 septembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er janvier 1978, date d'effet du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Bawa Ezzo (n° mle 003805 P), inspecteur de 1re classe 2e échelon, est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1980 (catégorie A2 - indice 1700).

Arrêté n° 703/MTFP du 2-5-80 — En attendant la parution du statut particulier du personnel de l'administration hospitalière, M. Benida Kézié Mandatinada, (n° mle 003912 A), secrétaire d'administration principal 1er échelon (catégorie B - indice 1450) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence en sciences hospitalières option administration hospitalière et médico-sociale et d'une attestation de réussite à l'examen de fin des cours de la maîtrise en santé publique (section IA) à la fin de trois ans de stage de formation professionnelle à l'école de santé publique de l'université libre de Bruxelles (Belgique), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité d'attaché d'administration hospitalière de 1re classe 1er échelon

(indice 1500) à compter du 29 octobre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 2 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} janvier 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Benida Kézié Mandatinada, attaché d'administration hospitalière de 1^{re} classe 1^{er} échelon, est élevé au 2^e échelon de son grade (catégorie A2 - indice 1600) à compter du 1^{er} janvier 1980.

Arrêté n° 704/MTFP du 2-5-80 — M. Aglamey Agbényigan, (n° mle 013528 J), contrôleur de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B - indice 1050) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme d'inspecteur des postes et télécommunications à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école multinationale supérieure de formation postale d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur 1^{er} échelon (catégorie A2 - indice 1100) à compter du 13 juillet 1979 et reste mis à la disposition de la présidence de la République (Postes et télécommunications — chapitre 6, article 9 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} août 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

Arrêté n° 705/MTFP du 2-5-80 — M. Laclé Tèvi Djidjogbé Kovi, préposé de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie D - indice 470) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme de fin du cours de spécialisation bancaire à la fin d'un stage professionnel au centre pour l'assistance financière aux pays africains (FINAFRICA) de Milan (Italie), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 27 juillet 1977, et reste mis à la disposition de la Présidence de la République (budget autonome de la caisse d'épargne).

La situation administrative de M. Laclé Tèvi Djidjogbé Kovi est reprise comme suit :

27-7-1977 — agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon

du 1-10-1978 au 31-7-1979 position de disponibilité et absence irrégulière

1-8-1979 — reprise de fonctions

27-5-1980 — agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C - indice 600).

Arrêté n° 712/MTFP du 2-5-80 — Sont rapportés à compter du 24-2-1978 et en ce qui concerne M. Lengo Kokou, les arrêtés n°s 119/MFP et 477/MTFP des 15 février 1971 et 21 mai 1979 portant promotion et les décisions n°s 439/MFP, 1042/MFP et 717/MJFPT des 7 avril 1972, 3 juillet 1974 et 24 mars 1976, constatant passages automatiques d'échelons.

M. Lengo Kokou (n° mle 009135 H), agent des installations électro-mécaniques de 2^e classe 4^e échelon (catégorie C - indice 700) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du certificat de formation dans le domaine de la technique et de l'exploitation des centraux téléphoniques automatiques, à la fin d'un stage professionnel à Berne (Suisse), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur des IEM de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 24 février 1968 et reste mis à la disposition de la Présidence de la République (Postes et Télécommunications) (chapitre 6, article 9 du budget général, exercice 1980).

La situation administrative de M. Lengo Kokou, (n° mle 009135 H) est reprise comme suit :

24-2-1968 — Contrôleur des IEM de 2^e classe 1^{er} échelon

24-2-1970 — Contrôleur des IEM de 2^e classe 2^e échelon

24-2-1972 — Contrôleur des IEM de 2^e classe 3^e échelon

24-2-1974 — Contrôleur des IEM de 2^e classe 4^e échelon

24-2-1976 — Contrôleur des IEM de 1^{re} classe 1^{er} échelon

24-2-1978 — Contrôleur des IEM de 1^{re} classe 2^e échelon

24-2-1980 — Contrôleur des IEM de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B - indice 1350).

La nouvelle situation de M. Lengo Kokou, contrôleur des IEM de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B - indice 1350), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 715-MTFP du 5-5-80 — M. Salla Baoumotom Bouwoussouwè (n° mle 024712 J) adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C - indice 650), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire des diplômes de Master en Promotion du développement spécialités planification économique et gestion financière publique de l'institut des sciences administratives pour les Pays en voie de développement de l'université d'Anvers (Belgique) et d'un certificat de stage à l'administration centrale des contributions directes de Bruxelles (Belgique), à la fin de deux années scolaires de stage de formation professionnelle, est rayé de son cadre d'origine et intégré dans celui des fonctionnaires des contributions directes en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} octobre 1979 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 11 du budget général).

Admissions

Arrêté n° 584/MTFP du 11-4-80 — M. Simwetare Herma (n° mle 033015 H), aide-bibliothécaire permanent 3^e catégorie échelle A est classé dans la catégorie des moniteurs permanents à compter du 6 septembre 1975.

M. Simwetare Herman (n° mle 033015 H), moniteur permanent 3e catégorie échelle B, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session de l'année 1976, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1^{er} échelon (catégorie D - indice 270) à compter du 1er janvier 1977 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an sept mois quatre jours (1a 7m 4j) est accordée à M. Simwetare Herma, moniteur de 3e classe 1^{er} échelon (catégorie D - indice 270), pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 9 août 1974 au 31 décembre 1976 inclus.

La situation administrative de M. Simwetare Herma est reprise comme suit :

- 1-1-1977 — moniteur de 3e classe 1^{er} échelon avec une bonification d'ancienneté de 1a 7m 4j
- 27-5-1977 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)
- 27-5-1979 — moniteur de 3e classe 3e échelon (catégorie D - indice 350).

Arrêté n° 608/MTFP du 14-4-80 — Sont rapportés les arrêtés numéros :

— 1127/MTFP du 5 décembre 1979 portant nomination de Mme Mupapa Dédévi Djigbondé, née Boccovi dans le corps des attachés d'administration (catégorie A2) ;

— 1188/MTFP du 26 décembre 1979 portant intégration de M. Lemou Laowiao dans le corps des attachés d'administration (catégorie A2) ;

— 1199/MTFP du 27 décembre 1979 portant nomination de MM. Ahonsou Komi Sényo Nyaledome et Tagba Abi Tchao dans le corps des attachés d'administration (catégorie A2) ;

— 6/MTFP du 3 janvier 1980 portant abrogation de l'arrêté n° 527/MJFPT du 6-6-1977 et reprise de situation administrative de M. Gbedema Kwassi ;

— 7/MTFP du 3 janvier 1980 rapportant les arrêtés n° 374/MTFP et 650/MTFP des 11 avril et 3 juillet 1978 et portant révision de situation administrative de MM. Adjor Kwadjo, Yovo Kokou Sonanyon, Adjévi-Neglokpé Tétévi et Madjoulba Djoba.

Arrêté n° 611/MTFP du 17-4-80 — M. Sdogadzi Boutamekpo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et admis à l'examen Probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 612/MTFP du 17-4-80 — Mme Tété Kwasior Janet, née Wormenor, titulaire du diplôme d'infirmière en psychiatrie de la commission des infirmières du Ghana et du diplôme d'infirmière d'Etat du conseil des infirmières et Sages-femmes du Ghana, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 614/MTFP du 17/4/80 — M. Aye Sowah Koffi, titulaire du certificat de fin d'études normales (CFEN-section ENS) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 615/MTFP du 17/4/80 — M. Agbi Mewu Koffi, titulaire du «teacher's certificate (A)» est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 616/MTFP du 17/4/80 — M. Sanvee Ahlonko Mawubedjro Kouakou titulaire du doctorat de 3^e cycle (littérature française) est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 19 du budget général).

Une bonification de 500 points d'indice lui est en outre accordée pour son doctorat de 3^e cycle conformément aux dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 617/MTFP du 17-4-80 — M. Gonyo Kofi, titulaire du « school certificat » et du certificat d'agent technique en météorologie du Ghana est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aviation civile en qualité d'assistant de météorologie de 2^e

classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 626/MTFP du 18-4-80 — M. Yigan-Kohoe Vita Kossivi, titulaire de la capacité en droit de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Amiens, est admis dans le cadre du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du président de la cour suprême (chapitre 42, article 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 627/MTFP du 18-4-80 — M. Assogbavi Tchegnizoun Kossivi, admis à l'examen de 3^e année option : économie générale de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 628/MTFP du 18-4-80 — M. Sizing Yome Bananibitcho, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 629-MTFP du 18-4-80 — M. Setodji Alidji-nou, titulaire de la maîtrise 4^e année (option économie générale) de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 630/MTFP du 18-4-80 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (session de 1977) sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

— Lawson-Bongo Latévi Boco, moniteur permanent de 4^e catégorie échelle A

— Assiakoley-Mensah Kayi Kafui, monitrice perm. de 3^e catégorie échelle C

— Aboni Nomessi, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

— Touroum Kouassi Gnofam, moniteur permanent de 3^e catégorie hors échelle

— Ognifo Otronou, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

— Afanou Dossa Elagnon, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

— Bossou Kossivi, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

— Djeri Abodji Bang'na, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation, conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 633-MTFP du 21-4-80 — Mlle Djaaba Kondjiti, titulaire de la licence d'enseignement (section : anglais) de l'école des lettres de l'université du Bénin est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 22, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 640/MTFP du 21-4-80 — Est rapporté l'arrêté n° 314-MTFP du 29 mars 1979 portant nomination (révision de situation administrative), en ce qui concerne M. Nandja Nakpido.

En attendant la parution du statut particulier du personnel de la culture, M. Nandja Nakpido (N° Mle 029672 S), archiviste permanent 6^e catégorie échelle C, admis à l'examen professionnel de recrutement d'auxiliaires de promotion culturelle et de techniciens de musée, session de l'année 1978, est nommé dans la catégorie C en qualité d'auxiliaire de promotion culturelle et de technicien de musée de 3^e classe 1^{er} échelon (indice 550) à compter du 14 janvier 1979 et reste mis à la

disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général).

M. Nandja Nakpido (N° Mle 029672 S), dont la rémunération actuelle est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve, à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 641/MTFP du 21-4-80 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des gardiens de la Paix, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général):

Zobinou Kokou
Amegnaglo Kayivi
Goudjo Ablavi

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} mars 1979.

Arrêté n° 646/MTFP du 22-4-80 — En attendant la parution du statut particulier des accoucheuses auxiliaires, les candidates ci-après désignées titulaires du diplôme d'Etat du département des aides-sanitaires de l'école nationale des auxiliaires médicaux, sont nommées dans la catégorie D en qualité d'accoucheuses auxiliaires de 3^e échelon stagiaires (indice 350) pour compter de leur date de prise de service et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 24, article 5 du budget général):

Akakpo Awoéfa
Malou Kossiwa Massinnabouyou.

Arrêté n° 647/MTFP du 22-4-80 — Mlle Nassoma Adame Djaba, titulaire de la maîtrise C2 d'enseignement d'allemand de l'université de Tours (France) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 648/MTFP du 22/4/80 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Ségbéfi Afiwa Selom, Kombaté Kinam, Yata Abalo Baguibafélé, Kouléossi Yao Videm Ahovi, Napo Djébi, Atara Bakoma Halatoyem, Kangni Kankoé Somso, Agboglo Mawulawoé Awlwi Kokou Ikoutokpa, Batako Mamité Mabatchouga, N'Koué N'dah Bayankpey, Dokloh Yao Agbessi, Kokoutsé

Kabley Neiyi, Kazim Ani Massouma, Boukbongui Dikéni, Ali Eyata Kodo, Adjei Zaïed Mawuéné, Abété Dodo Balamwé, Yempapou Blimpo; respectivement les arrêtés n°s 695/MJFPT du 29 juin 1976, 1284/MJFPT du 28 décembre 1976, 210/MJFPT du 9 mars 1977, 400/MJFPT du 9 mai 1977, 616/MJFPT du 23 juin 1977, 273/MTFP du 14 mars 1978, 274/MTFP du 14 mars 1978, 275/MTFP du 14 mars 1978, 581/MTFP du 22 juin 1978, 884/MTFP du 19 septembre 1978, 889/MTFP du 22 septembre 1978, 1326/MTFP du 29 décembre 1978, 4/MTFP du 8 janvier 1979, 16/MTFP du 10 janvier 1979, 50/MTFP du 17 janvier 1979, 214/MTFP du 6 mars 1979, et 400/MTFP du 2 mai 1978 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique en remplacement de Mlle Koura Bédélé et des instituteurs-adjoints stagiaires ci-dessus désignés. (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Akoutou Awoussi Kouassi
Lawson Laté Etoményo
Koudoyor Dogbéfi Folli Wolom
Koudjilé Yao Ignéza
Sabe Balygbéne
Kassilé Kossi Akandja
Evéméga Kossi Elé Mawussi
Mawuvi Komlan Sokpo
Ayivi-Togbassa Amakouégan
Avokati Kokou Sédo
Amékoué Kokou Mawuko
Agbéza Kwami Gnanfami
Aharé Makawa Matanhir
Tagbo Kokou Agbénowosi Bokatico
Bodjona Essotnam
Maské Komi
Amévor Komlan Agbéssi
Asséré Afoua Badawénam
Akato Koffivi Zizi
Abézème Patakawwi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 649/MTFP du 22/4/80 — M. Tobias Kokou Emolé (n° mle. 037634 U), comptable permanent 5^e catégorie échelle D en service au bureau national de la recherche minière à Lomé, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-aide-comptable) et qui a réuni plus de cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) en application des dispositions de l'article 31-c du décret n° 75-119 du 18 avril 1975, et reste mis à la disposition du

ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics (chapitre 36, article 4 du budget général — exercice 1980).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté à compter du 13 octobre 1978 et au point de vue de la solde à compter du 18 février 1980.

Arrêté n° 650/MTFP du 22/4/80 — M. Kougbagan Etè, N° mle 034009-K, employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle D, titulaire du BEPC et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) pour compter du 14 mars 1980 et reste affecté à la Direction de la Fonction Publique (chapitre 18, article 4 du budget général).

Arrêté n° 651/MTFP du 22/4/80 — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 167/MTFP du 16 février 1979 portant nomination de M. Milagnawé Fofovi Kotoè.

En attendant la parution du statut particulier des sténo-dactylographes correspondanciers, Mlle Amégee Afiwoa, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-BE) et du brevet d'études professionnelles (sténo-dactylographe correspondanciers) est nommée dans la catégorie C en qualité de sténo-dactylographe correspondancier de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (indice 600) pour compter de sa date de prise de service et mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 1) en remplacement de M. Milagnawé Fofovi Kotoè, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 652/MTFP du 22/4/80 — Est et demeure l'arrêté n° 871/MJ/FP/T du 10 septembre 1977 portant nomination de M. Ayéva-Derman Abdel-Kader.

● M. Ayéva-Derman Abdel-Kader, n° mle 122/EDM, Docteur en médecine de la faculté mixte de médecine et de la pharmacie de l'université de Bordeaux, ancien interne du centre hospitalier régional d'Orléans, titulaire du certificat d'études spéciales de chirurgie générale délivré par l'université de Bordeaux II est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 3^e échelon (catégorie A1, indice 1600) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome de l'université du Bénin) à compter du 29 août 1977.

Une bonification d'ancienneté de 7 ans 9 mois et 10 jours décomptée comme suit, est accordée à M. Ayéva-Derman :

— certificat d'études spéciales chirurgie générale : 6 ans
— services antérieurs effectués à l'hôpital de Vierzon (France) du 1^{er} janvier 1975 au 31 août 1977 : 1 an 9 mois et 10 jours.

La situation administrative de M. Ayéva Derman est régularisée comme suit :

29-8-77 — médecin ordinaire 3^e échelon + 7a 9m 10j
29-8-77 — médecin ordinaire 4^e échelon + 5a 9m 10j AC
29-8-77 médecin en chef 1^{er} échelon + 3a 9m 10j AC
29-8-77 — médecin en chef 2^e échelon + 1a 9m 10j AC
19-11-77 — médecin en chef 3^e échelon (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 653/MTFP du 22/4/80 — M. Adjakey Mawupé Koml, titulaire du « bachelor of science » et du « master of arts » de l'université de New-York, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e

classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 16 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans, 3 mois, 7 jours est accordée à M. Adjakey pour ses services antérieurs accomplis au collège universitaire de Brooklyn du 5 juin 1972 au 31 octobre 1978.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

Professeur de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans, 3 mois 7 jours bonification

Professeur de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans, 3 mois 7 jours bonification

Professeur de 3^e classe 4^e échelon + 3 mois 7 jours A.C.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 665/MTFP du 28/4/80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens orthopédistes de la santé, M. Kpandressi Komla n° mle 035258 U, technicien orthopédiste permanent 5^e catégorie échelle B, titulaire du diplôme de maître technicien orthopédiste de la chambre des métiers de Frankfurt sur-le-Main, à la fin de deux ans de stage de formation professionnelle en République Fédérale d'Allemagne, est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien orthopédiste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) à compter du 24 février 1979 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8, paragraphe 11 du budget général).

Arrêté n° 675/MTFP du 29/4/80 — Sont rapportées les décisions n°s 2059 et 2061 du 22 novembre 1979 constatant déclenchement d'échelons en ce qui concerne MM. Bitchi Kpakpo Akué et Dogboévi Koffi.

MM. Dogboévi Koffi Mévli, tourneur permanent échelle H échelon 3 et Bitchi Kpakpo Akué, monteur de téléphone permanent échelle F échelon 3, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré série B et du diplôme de fin d'études des cours supérieurs professionnels du 2^e degré spécialité V.B. à la fin de trois ans de stage de formation professionnelle à la régie nationale des chemins de Fer de Cameroun à Douala, sont admis dans le cadre des fonctionnaires des chemins de Fer en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B - indice 750) à compter du 29 juin 1979 et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget annexe des C.F.T.).

Arrêté n° 676/MTFP du 29/4/80 — M. Barcola Anigais Abalo titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (spécialité comptable — mécanographe), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 677/MTFP du 29/4/80 — M. Géraldo Issi-Dine, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de chargé de production radiophonique (option : animation conception) de l'institut national de l'audiovisuel de Bry-Sur-Marne (France) est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'animateur de programme

de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B - Indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 693/MTFP du 30/4/80 — Les candidats ci-après désignés titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le corps de fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C - indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Aratème Aïno Akpasso
Midikizi Binamnewé
Kaïna-Maweki-Mabaféi Soulougou
Atandji Védomé Akuété.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 698/MTFP du 2/5/80 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur des sciences appliquées (spécialité élevage) de l'institut polytechnique rural de Kati-bougou (République du Mali) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs d'élevage de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 15 du budget général)

— Kouaménou Mensah Utimayoe
— Gbofu Koffi Améosro
— Defly Atisso.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 699/MTFP du 2/5/80 — M. Apaloo Fofu-Komlan, titulaire de la licence en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 22, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 700/MTFP du 2/5/80 — M. Bina Kao Batanada (n° mle 101695 R), moniteur permanent 3^e catégorie échelle A en service à l'école primaire publique de Ténéga/B, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), session de mai-juin 1979, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C - indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général — exercice 1980).

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} juillet 1979.

Arrêté n° 701/MTFP du 2/5/80 — M. Degbotsé Komla Bulkpo (n° mle 039148 N) moniteur permanent 2^e catégorie échelle A en service à l'école primaire publique de Kparatao (Sokodé), titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré

(BEPC) session de mai-juin 1979, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général — exercice 1980).

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} juillet 1979.

Arrêté n° 707/MTFP du 2/5/80 — Mlle Boukari Mamatou, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) en remplacement de M. Agbéli Kodzo Nyalédomé Abalo, et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 717/MTFP du 6/5/80 — M. Amégbléamé Kossi, titulaire de l'attestation de succès à l'examen de fin de 2^e année du premier cycle des études scientifiques (section mathématique) de l'université du Bénin est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 11).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 718/MTFP du 6/5/80 — M. Kodzovi Kokou Adjété, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (C.A.P.E.P.S.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

Arrêté n° 632-MTFP du 21-4-80. — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du corps du Personnel de la radiodiffusion, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 20 octobre 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des Rédacteurs en chef (cat A2)

MM. Seshie Seyéna Biava n° mle 102237-F, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Loukoum Idé Mahéna, n° mle 100561-K, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Nabédé Kègbègnou Manilelen n° mle 100558-Q, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Nadiédjoa Yendoumban, n° mle 100560-A rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Amekoudi Comlan Ahoanse, n° mle 800111-Z, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Nyuiadzi Aféfa, n° mle 800402-U, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Anité Djalekou Kola, n° mle 100559-Z, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon

Komlan Yawu, n° mle 100563-D, Rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon (indice 1200) de leur grade pour compter du 20 octobre 1979. (AC épuisée).

Arrêté n° 711-MTFP du 2-5-80. — Les agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} août 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Banassim M'Balou
Sékoudé Ankou
Boronkom Pozopédou
Agamah Hihéwodo A. Kodjo
Hobuame Fo-Doh Kodjo
Napo Nakpane
Geraldo Salman Fo-Sa
Adzrah Gato Yawo
Akouegnon Comlan
Soedje Koffi
Akakpo Kossi Apéli
Doh Koffi
Ouyao Koassi
Alonyo Kodjo
Abotsi Afj Elinam Tsoasseye
Kloutsé Fo-Koffi
Bawerima Yéoulana Akoua (née Kataoura)
Pélélem Kondo-Ekim
Magnikouwe Tchohou Essolim
Sossinou Mawouna
Apetoh Ankou Ananivi Dodoyado
Wembou Wiyao
Tchassim Kpatcha
Ahouissou Enyonam Afiwavi
Ackey Kókou
Kalakassi Baféj Baboïma
Adoté Anoumou
Djako Akou
Kpodar Amee Kayissan
Lokossou Afiavi
Blu Akossiwoa
Nutsua Akossiwa Amenuveve
Byll Cataria Messan
Badaka Kozou
Gnagblodjro Komlan Sèvi
Nicabou Balawuine Oukaté
Adabra Kodjo Agbalenyo
Ohin Kuamba
Kataoure N'Tah
Wilson-Bahun Adjoko Dadifa
Yehadji Azonvidé
Assimti-Tcha Kodjo Simféïdjéou
Kpantegou Badjamna Dymyln

Kangni Adjoavi Sika Azémalé (née Segbeaya)
Kpedzroku Ami Wolali Dzigbodi (née Tougli)
Ouro-Akpo Miéma-Bamba (née Guinguina)
Amevor Améyé Selom Akuwa
Coulibaly Bony Méréma.
Kekessa Wela
Mensah Kwadzotsé Kourtey
Aregbah Akamehao
Logossou Ragta (née Talaga)

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} août 1979.

Révocations

Arrêté n° 644-MTFP du 22-4-80. — M. Attoh Kodjo, instituteur de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Agbodrafo, est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension pour abandon de poste (chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 et chapitre 24, article 25 exercice 1980 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 28 mars 1978.

Arrêté n° 663-MTFP du 25-4-80. — M. Kangni Adanbounou, greffier de 1^{re} classe 3^e échelon, du corps du personnel judiciaire, en service au tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, est révoqué de ses fonctions avec suspension de droit à pension pour abandon de poste (chapitre 16, article 5, exercice 1979 et 1980 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 mai 1979.

Arrêté n° 668-MTFP du 28-4-80. — M. Kombaté Féna-me, gardien de la paix 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Maintiens en détachement

Arrêté n° 635-MTFP du 21-4-80. — MM. Adjonou Kristoto, agent technique principal 2^e échelon et Gone (Georges), infirmier d'état de 1^{re} classe 3^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, placés dans la position de détachement pour une nouvelle période de deux ans auprès de l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.) sont maintenus dans cette position pour une nouvelle période de deux ans.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 3 mai 1980.

Arrêté n° 636-MTFP du 21-4-80. M. Seketeli Azodoga, ingénieur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, placé dans la position de détachement auprès de l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.), est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de deux ans à compter du 3 mai 1980.

Arrêté n° 666-MTFP du 28-4-80. — M. Tigoue Kouanvi, administrateur civil de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est maintenu dans la position de détachement pour une nouvelle période de cinq (5) ans auprès de l'organisation commune Africaine et Mauricienne (O.C.A.M.).

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 avril 1980.

Rétrogradation

Arrêté n° 585-MTFP du 11-4-80. — M. Nomagnon Koffi Messan, brigadier de 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la police est rétrogradé au grade de gardien de la paix de 5^e échelon (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 15 janvier 1980.

Rappels à l'activité

Arrêté n° 588-MTFP du 11/4/80 — M. Nomagnon Koffi Messan, brigadier 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, révoqué de ses fonctions suivant arrêté n° 22-MTFP du 12 janvier 1979 est rappelé à l'activité pour compter du 15 janvier 1980.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).

Arrêté n° 618-MTFP du 17/4/80 — M. Djeni Yawo, infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Bafilo, suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 619-MTFP du 17 avril 1980 est rappelé à l'activité pour compter du 4 février 1980 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 669-MTFP du 28/4/80 — M. Edorh Ananou, professeur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont l'incarcération a été constatée par décision n° 1284-MTFP du 7 août 1979, est rappelé à l'activité pour compter du 4 mars 1980.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique pour compter de la même date (chapitre 24, article 25 du budget général).

Arrêté n° 696-MTFP du 30/4/80 — M. Kponton Mesan Atta, ingénieur des travaux d'élevage de 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dont l'incarcération a été constatée suivant décision n° 3018/MJFPT du 25 novembre 1977, est rappelé à l'activité pour compter du 10 janvier 1980.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural pour compter de la même date chapitre 20, article 15 du budget général).

Absences irrégulières

Décision n° 810-MTFP du 22/4/80 — Est constatée pour compter du 14 janvier 1980, l'absence irrégulière de son poste de M. Adjivon Koffi Baraka, infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au dispensaire d'Akoumapé (subdivision sanitaire de Vo).

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 22, article 5 du budget général).

Décision n° 820-MTFP du 23/4/80 — Est rapportée la décision n° 2309-MTFP du 27 décembre 1979 constatant l'absence irrégulière de M. Codji Mawuena Papavi, adjoint technique des forêts et chasses de 2^e classe 3^e échelon, en service à Mandouri (chapitre 34, article 4 du budget général).

Décision n° 727-MTFP du 11/4/80 — Est constatée pour compter du 20 mai 1977, l'absence irrégulière de son poste de M. Agbolo Ephouet, adjoint technique de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de la météorologie, en service à la direction générale de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (budget autonome ASECNA).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Reprise de fonctions

Arrêté n° 654-MTFP du 23/4/80 — Est constatée pour compter du 1^{er} janvier 1980, la reprise de fonctions de Mme Ajavon Akouavi, née Maboudou, institutrice de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, placée dans la position de disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 53-MTFP du 8 janvier 1980.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 19, paragraphe 20 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1980.

Décision n° 728/MTFP du 11/4/80 — Est constatée la reprise de fonctions de M. Agbolo Ephouet, adjoint technique de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de la météorologie, précédemment en service à la direction générale de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (budget autonome ASECNA).

La présente décision aura effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Décision n° 729/MTFP du 11/4/80 — Est constatée pour compter du 5 décembre 1979, la reprise de fonctions de M. Agbegnigan Klévor Koffi, gardien de la paix 2^e échelon, du corps des fonctionnaires de la police, en service à Lomé dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée par décision n° 101/MTFP du 10 mai 1978 chapitre 14, article 7, exercice 1979 et 1980 budget général).

Décision n° 736/MTFP du 14-4-80. — Est constatée pour compter du 5 mars 1979, la reprise de fonctions de M. Batoubaka Adji, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au Lycée de Mango (chapitre 26, paragraphe 1, exercice 1979 et chapitre 24 article 25, exercice 1980 du budget général).

Décision n° 914/MTFP du 30/4/80 — Est constatée pour compter du 1^{er} avril 1980, la reprise de service de M. Ayih Anani Ansa Lolo, agent technique de 2^e classe 2^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée suivant décision n° 1248-MJFPT du 18 juin 1976 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Abaissement d'échelon

Arrêté n° 670/MTFP du 28-4-80 — M. Edoth Ananou professeur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est abaissé au 3^e échelon de son grade pour manquements graves à ses obligations professionnelles (chapitre 24, article 25 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 4 mars 1980.

Arrêté : n° 687/MTFP du 29/4/80 — M. Ayih Anani Ansa Lolo, agent technique de 2^e classe 3^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique est abaissé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} avril 1980 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêtés rapportés

Arrêté n° 594/MTFP du 14/4/80 — Est rapporté, l'arrêté n° 357/MTFP du 11 avril 1979 rapportant l'arrêté n° 15/MTFP du 9 janvier 1979 portant nomination.

Arrêté n° 613/MTFP du 17/4/80 — Est rapporté, l'arrêté n° 481/MTFP du 24 mars 1980 — portant suspension de fonctions de M. Denkey Abiassi, adjoint technique 4^e échelon, du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles précédemment en service à la direction des travaux publics à Lomé (chapitre 36, article 6 du budget général).

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 7/3/80 à l'arrêté n° 127/MTFP du 9 février 1979 portant promotions.

Sont promus au titre des années 1976, 1977 et 1978 et à compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent :

Cadre des instituteurs-adjoints (cat C)

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon

Après

1-1-78 — Akakpo (Justin), instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon

Au lieu de :

1-1-78 — Agbeleze (Joseph), instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon

Lire :

1-1-78 — Agbleze Yawovi Alomenyo, n° mle 000948-E instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 6/3/80 à l'arrêté n° 208/MTFP portant nomination dans la catégorie A2 en qualité de technicien Supérieur d'Agrométéorologie

Au lieu de :

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs d'agrométéorologie, M. Lawson Body Latévi Adondjégoun titulaire du diplôme de technicien supérieur en agrométéorologie du centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle de Niamey (Rép. du Niger) est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur d'agrométéorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de la date de sa prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA)

Lire :

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs d'agrométéorologie M. Lawson Body Latévi Adondjégoun titulaire du diplôme de technicien supérieur en agrométéorologie du centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle de Niamey (République du Niger) est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur d'agrométéorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de la date de sa prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 7 du budget général).

RECTIFICATIF du 2/4/80 à l'arrêté n° 127/MTFP du 21 janvier 1980, portant nomination.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN-section ENS) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des C.E.G. de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Elève non fonctionnaires

Après :

Tossou Anoumou

Au lieu de :

Azimar Malouro

Lire :

Malouro Azimar.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 1/4/80 à l'arrêté n° 1062/MTFP du 21 novembre 1979 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de technicien supérieur (spécialité : météorologie) de l'école Africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), sont en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieurs des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 30, article 7 du budget général) :

- de Souza Koffi Agbélenko
- Kataba Lakenambia
- Karamowa Latifou
- Akpovi Ayaovi Edjodjinam

Lire :

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de technicien supérieur (spécialité météorologie) de l'école Africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), sont, en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile au grade d'ingénieurs des travaux de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 7 du budget général).

- de Souza Koffi Agbélenko
- Karamowa Latifou
- Kataba Lakenamba
- Akpovi Ayaovi Edjodjinam

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 27-3-80 à l'arrêté n° 94-MTFP du 16 janvier 1980 portant nomination

Au lieu de :

M. Ateyo Mafeïrou, titulaire du brevet de technicien, deuxième partie (spécialité : géologie) de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA) de Bamako (République du Mali) est admis dans le corps des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'adjoint technique 1^{er} échelon

(catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Lire :

M. Ateyo Mafeïrou, titulaire du brevet de technicien, deuxième partie (spécialité : géologie) de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA) de Bamako (République du Mali) est admis dans le corps des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 36, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25/4/80 à l'arrêté n° 249/MTFP du 11 février 1980 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidates ci-après désignées sont, en attendant la parution du statut particulier des accoucheuses auxiliaires, nommées dans la catégorie D en qualité d'accoucheuses-adjointes 3^e échelon indice 350) et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Lire :

Les candidates ci-après désignées sont, en attendant la parution du statut particulier des accoucheuses auxiliaires, nommées dans la catégorie D en qualité d'accoucheuses adjointes 3^e échelon stagiaires (indice 350) et mises à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 11-4-80 à l'arrêté n° 666 MTFP du 26 juillet 1979 portant titularisation et avancement automatique d'échelon

Les instituteurs adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-dessous désignés, admis à l'examen du certificats élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP session des 26 et 27 août 1976), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1977 (AC. 1 an)

Après :

Pana Abalo Pidemnawe (Prosper)

Tiassou Kokou René n° mle 12620 w

Au lieu de :

Tiassou Kokou n° 011764 N.

Lire :

Tiassou Kokou René n° mle 011764 N.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 17/4/80 à l'arrêté n° 75/MTFP du 11 janvier 1980 portant détachement.

Au lieu de :

M. Edoth Tossa Sèmèho, infirmier d'Etat principal 2^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la Santé, en service au centre de Santé de Bè, est placé dans la position de détachement pour une période de cinq (5) ans, pour servir au centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1980.

Lire :

M. Edoth Tossa Sèmèho, agent technique Principal 3^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre de santé de Bè, est placé dans la position de détachement pour une période de cinq (5) ans, pour servir au centre régional de formation pour entretien routier (CERFER).

Le présent arrêté a effet pour compter du 18 février 1980.

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 2/5/80 à l'arrêté n° 288/MTFP du 21 février 1980 portant intégration de M. Vovor Kokou dans le corps des ingénieurs des travaux des télécommunications (catégorie A2), en ce qui concerne le numéro matricule.

Au lieu de :

M. Vovor Kokou (N° mle 012054 J)

Lire :

M. Vovor Kokou (N° mle 012064 J)

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25-2-80 à l'arrêté n° 1144-MTFP du 14 décembre 1979 portant admission à la retraite

Les fonctionnaires ci-après désignés, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1980 :

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Au lieu de :

Sagbo Houénou, adjoint technique principal 2^e échelon des eaux et forêts

Lire :

Sagbo Houénou, adjoint principal 3^e échelon des eaux et forêts

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 19-2-80 à l'arrêté n° 577-MJFPT du 10 juin 1977 portant titularisations

Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des secrétaires d'administration (cat. B)

17-6-75 — Koudeka Messanh, secrétaire d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

Au lieu de :

21-10-75 — Agbovi Kodjo, secrétaire d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

Lire :

20-4-77 — Agbovi Kodjo, secrétaire d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 22/4/80 à l'arrêté n° 411-MTFP du 12 mars 1980 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DES TRAVAUX PUBLICS

(subdivision hydraulique sud)

— (André) Kwassivi, adjoint administratif principal de C.E.

Lire :

MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DES TRAVAUX PUBLICS

(subdivision hydraulique sud)

— (Daniel) Kwassivi, adjoint administratif principal de C.E.

Le reste sans changement.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 145/MFE/CR du 30-4-80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent soixante quinze mille cent quarante quatre (175.144) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Hétchély Têvi commis d'administration de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

M. Lawson Hétchély Têvi pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Lawson Latévi, né le 22 février 1960

Lawson Fessou, né le 14 juillet 1962

Lawson Povie, née le 9 décembre 1965.

Arrêté n° 146/MFE/CR du 2-5-80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 55%) au montant annuel de deux cent douze mille soixante huit (212.068) frs. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assou Labi Glédon, brigadier de police 4^e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

M. Assou Labi Glédon pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Koami, né le 11 septembre 1965
 Agneman, née le 7 janvier 1966
 Amélé, née le 13 mai 1967
 Koffi, né le 30 juin 1967
 Ayao, né le 14 décembre 1967
 Komi, né le 15 février 1969
 Mensah, né le 24 octobre 1969
 Essi, née le 22 février 1970
 Akouavi, née le 10 avril 1974
 Ablavi, née le 19 août 1975
 Yao, né le 25 novembre 1976
 Kokou, né le 29 mars 1978.

Arrêté n° 147/MFE/CR du 2-5-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 75%) au montant annuel de huit cent cinquante sept mille sept cent quarante huit (857.748) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amoussou Padonou, ingénieur adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel des forêts et chasse du Togo (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amoussou Padonou pour compter du 1^{er} janvier 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kpaméssi, né le 5 juin 1947
 Afiavi, née le 19 novembre 1948
 Comlan, né le 29 août 1950
 Codjo, né le 2 avril 1951
 Ayabavi, née le 26 février 1953
 Akouvi, née le 22 février 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quatorze mille quatre cent quarante (214.440) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

M. Amoussou Padonou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 10^e au 22^e rang) ci-après désignés :

Bayi, née le 7 mai 1960
 Kaï, né le 8 juin 1960
 Komi, né le 13 octobre 1962
 Ayabavi, née le 6 juillet 1962
 Codjovi, née le 30 novembre 1964
 Kossiwa, née le 14 juin 1965
 Adjo, née le 28 novembre 1966
 Kossi, né le 14 janvier 1968
 Komlanvi, né le 16 janvier 1969
 Afi, née le 13 novembre 1970
 Adjouavi, née le 10 septembre 1973
 Kaïssan, née le 31 janvier 1976
 Akoua, née le 15 février 1978.

Arrêté n° 148-MFE-CR du 2-5-80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de cent quinze mille deux cent quatre vingts (115.280) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchala Técro, gardien de circonscription de 2^e classe 6^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

M. Tchala Técro pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justifications de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants — (du 4^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Atoukoumane, né le 31 décembre 1960
 Oulesse, né le 13 avril 1963
 Wilsime, née en 1963
 Koffi, né le 30 avril 1966
 Kombine, née le 18 juin 1967
 Korti, né le 19 août 1968
 Montète, né le 30 décembre 1968
 Yaoutè, née le 19 janvier 1971
 Akongnana, né le 28 mars 1972
 Sekedjah, né le 16 avril 1973
 Mayem, née le 24 janvier 1977.

Arrêté n° 149-MFE-CR du 2-5-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de quatre cent quarante six mille vingt huit (446.028) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kaglan Kodjo (Adolphe) agent technique de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kaglan Kodjo (Adolphe) pour compter du 1^{er} janvier 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ayaovi, née le 26 octobre 1950
 Ablavi, née le 23 janvier 1958
 Yao, née le 9 juin 1958
 Essi, née le 1^{er} mars 1959
 Biava, née le 22 novembre 1960
 Yawa, née le 3 août 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent onze mille cinq cent huit (111.508) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

M. Kaglan Kodjo (Adolphe) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 20^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 18 février 1962
 Afi, née le 3 janvier 1964
 Koffi, né le 18 juin 1965
 Yawo, né le 12 septembre 1965
 Komla, né le 12 juillet 1966
 Ablavi, née le 14 mai 1968

Yawo, né le 23 juillet 1970
 Kossiwa, née le 13 décembre 1970
 Atsu, né le 14 février 1971
 Kossiwa, née le 14 février 1971
 Kokou, né le 11 octobre 1972
 Dovi, née le 18 mai 1974.

Arrêté n° 150/MFE/CR du 6-5-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alpha Ali Mindé, agent de maîtrise principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alpha Ali Mindé pour compter du 1^{er} janvier 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Bonie, née en 1948
 Todjé, née le 23 septembre 1957
 Baco, né le 1^{er} janvier 1958
 Contonconi, né le 26 août 1960
 Ladi, née le 23 octobre 1960
 Saley, née le 19 mai 1962

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt six mille neuf cent quarante huit (126.948) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980.

M. Alpha Ali Mindé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Nana, née le 14 janvier 1965
 Sam, né le 15 juin 1967
 Abdoul Aziz, né le 4 avril 1976.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au Public, conformément à l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 de la perte de la copie du titre foncier N° 4492, Vol XXIII F° 170 appartenant à la dame «Cécilia» DANIKEY, demeurant au 23, Rue des Cocotiers à Lomé.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au Public, conformément à l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 de la perte de la copie du titre foncier N° 3206 Vol XVII F° 83 appartenant au sieur «Gabriel» Dodji PEDANOU, demeurant au 23, Rue des Cocotiers à Lomé.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au Public de la perte de la copie du Titre Foncier N° 642 du Cercle de LOME Vol IV F° 39, appartenant au Sieur Huzuke Gbogbo, demeurant à LOME.

Première Insertion

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de : M. Bawa Tchona Kondo Bidè, instituteur-adjoint stagiaire de 3^e classe 1^{er} échelon en service à Atakpamé survenu le 7 février 1980 à Adanka

M. Seyi Gbati Azoumari, cuisinier permanent de 4^e catégorie hors échelle, en service au CHR de Sokodé survenu le 15 février 1980.

M. Agbèli Yawotsé Sémekonawo, secrétaire d'administration, n° mle 016566 — G survenu le 15 février 1980 à Lomé

M. Batchassi Kézié, manœuvre permanent de 1^{ère} catégorie échelle C, en service à L'ARAC-ORPV de la région de la Kara survenu le 16 février 1980 à la suite d'une maladie.

M. Agbodjan Dovi Dokina, adjoint technique d'agriculture de 1^{ère} classe 1^{er} échelon en service à Tsévié survenu le 22 Mars 1980

M. Kloukpo Yaovi Séna, infirmier d'Elevage permanent 2^e catégorie hors échelle en service au centre d'élevage d'Avétonou survenu le 24 février 1980 à la suite d'une maladie

Mme Coussey Adjoa, née Fiamon, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon survenu le 1^{er} mars 1980

M. Biema Yaya Amadou, brigadier-chef des douanes de 3^e échelon en service à Lomé survenu le 7 mars 1980 à Lomé

M. Yitouga Touza, pulvérisateur permanent de 3^e catégorie hors échelle en fonction au service du Paludisme à Lomé survenu le 7 mars 1980 à Lomé

M. Lokadi Tchao, planton permanent 1^{ère} catégorie échelle D en service aux affaires sociales de Lama-Kara survenu 7 mars 1979 à Lama-Kara

Mme Kao Idéi Eyalouknam (Mélanie) née Atake, dactylographe permanente, en service au Lycée de Sotouboua survenu le 8 mars 1980.

M. Avotrikan Kokou (Christophe) chef d'Equipe permanent 2^e catégorie échelle D en service à la Dion Gle de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative survenu le 13 mars 1980

M. Webi Atsutsè Doukpoti, chef secteur Routier permanent 4^e catégorie échelle C en service au secteur des TP d'Aného survenu le 20 mars 1980 à l'hôpital Bethesda d'Agou

M. Boukari Alassani, manœuvre-jardinier permanent 1^{ère} catégorie échelle A survenu le 23 mars 1980

M. Nanta Nama (Barthélémy) brigadier-chef des douanes 3^e échelon survenu le 29 mars 1980 à Lomé